



## Déplacements et violence au Soudan

Par **Agnès de Geoffroy**, doctorante au CEDEJ, consultante pour le groupe URD sur les questions de déplacements de population et d'éducation dans le contexte de crise

Le déplacement est une stratégie classique de survie dans l'histoire et la tradition soudanaise. En dépit de processus de modernisation, de libéralisation économique et de politiques de sédentarisation, une partie de la population est aujourd'hui encore nomade. Cependant, la migration forcée, que l'on appelle également déplacement par la violence, fait appel à d'autres mécanismes et réflexes de survie. Ce type de déplacement se caractérise par la contrainte, la violence de la situation ne laissant pas d'autre alternative à l'individu que de quitter son lieu de résidence habituelle. Loin d'être une fatalité en période et zone de conflit, le déplacement est également un mécanisme utilisé par les acteurs comme stratégie guerrière, économique ou politique. Le Soudan conjugue depuis plus de deux décennies des mouvements forcés de population, dont les causes sont variées, affectant plusieurs régions et aboutissant à de profondes modifications de l'occupation du territoire. On estime à plus de 5 millions le nombre de déplacés internes dans le pays, dont 1,8 million par le conflit du Darfour (1).

### Déplacements, conséquences de catastrophes naturelles

Entre 1983 et 1985, plusieurs cycles climatiques désastreux se sont succédé, inondations, sécheresses, famines, sur toute une bande est-ouest du territoire dans la zone subsaharienne. Ces catastrophes naturelles ont forcé au déplacement une population nombreuse, expulsée des régions allant de l'État de Gedaref au Sud Darfour en passant par le Sud Kordofan.



(© Commission européenne)

### Déplacement, conséquence des conflits

À cette même époque, à partir de 1983, le conflit Nord-Sud reprend de l'intensité et la violence force au départ pendant deux décennies une partie de la population résidant au Sud Soudan et Kordofan. La violence qui s'applique avec plus de force dans les zones rurales provoque une forte désertion de celles-ci. Ces déplacements prennent plusieurs directions : plus de 500 000 personnes ont fui vers les pays frontaliers (Éthiopie, Kenya, Ouganda, République démocratique du Congo, République Centrafricaine), d'autres vers les centres urbains régionaux du Sud Soudan, et environ la moitié des déplacés sont partis vers le Nord, vers la capitale. Dans le cas du Darfour, le conflit a déplacé près de 2 millions de personnes à l'intérieur du pays, en a expulsé plus de 200 000 autres au Tchad. À la différence du conflit qui a opposé le Nord et le Sud du pays, dans le cas du Darfour, la population est restée en grande partie dans la région, se déplaçant vers les centres urbains, et vers les camps de déplacés, une fois ces derniers établis.

### Déplacement comme stratégie militaire et économique au sein du conflit

Le déplacement forcé est à la fois conséquence de la violence et des stratégies guerrières des parties au conflit (razzias, massacres, bombardements, destruction de village, viols, torture, intimidations, prélèvements et taxations), résultat des affrontements entre parties au conflit, et une stratégie de conquête et de domination du territoire. Quelle stratégie plus efficace de conquête pour un groupe armé que de vider un territoire de sa population hostile, en pillant au passage les ressources, forme d'autorémunération des combattants ? La violence est une forme de contrôle territorial, le déplacement forcé également. C'est une technique guerrière qui permet de priver l'ennemi de ses appuis humains et économiques. Les populations actuellement concentrées dans des camps de déplacés au Darfour sont plus aisément contrôlables qu'une population dispersée dans des villages et des hameaux.

### Conséquences et utilisation de ces déplacements de population

L'ampleur du phénomène révèle une réorganisation profonde de l'occupation du territoire. En effet, ces migrations forcées ont provoqué une urbanisation forte et subite du Soudan (Khartoum, en 1973, comptait 800 000 habitants ; en 1993, 2 831 000 habitants, et aujourd'hui environ 6 millions) mais elles ont également bousculé les logiques de peuplement du territoire. Des 6 millions de personnes qui habitent Khartoum, plus de 2 millions sont des déplacés internes, dont la majorité est du Sud Soudan. Une certaine mixité de population s'est imposée à Khartoum, où vivent



(© Commission européenne)

populations arabes, populations noires, chacune composée d'ethnies variées, populations musulmanes, chrétiennes et animistes. Pour les déplacés, le passage par Khartoum est synonyme de bien des changements. Premièrement, dans la grande majorité des cas, le déplacement s'assimile à un processus forcé d'urbanisation, avec la perte des connaissances liées au monde rural au cours des générations, et l'acquisition d'une nouvelle culture et de nouvelles pratiques. Deuxièmement, et notamment pour les gens du Sud, le passage par Khartoum est synonyme d'arabisation, l'arabe étant la langue officielle dans le Nord, et provoquant progressivement la perte des langues d'origine. Les structures d'organisation sociale et politique traditionnelles s'en trouvent également modifiées. En zone rurale, le statut de sultan (chef traditionnel) s'acquiert par voie héréditaire, alors qu'à Khartoum, bon nombre de sultans ont été nommés par le gouvernement du Nord, par la population, par le gouvernement du Sud mais bien rares sont ceux qui ont subsisté de la période précédant le déplacement. Il en résulte une crise de légitimité extrêmement forte. Ces déplacements de population sont dans bien des cas parties de stratégies politiques.

Sur le territoire du Darfour, la création des camps a entraîné de nouvelles dynamiques urbaines qui posent de graves problèmes d'interface avec l'environnement physique et humain. La mise en place de camps de déplacés représente bien souvent la seule solution dans un contexte de crise humanitaire pour assurer à la population assistance humanitaire et protection. Cependant, ce modèle soulève des difficultés et des interrogations quant aux évolutions futures. Les concentrations humaines ont des conséquences néfastes pour l'environnement naturel évidentes, et dans le cas des camps de déplacés, cela s'accompagne notamment de processus de désertification dans une zone déjà fragile. L'interface entre la population des camps et la population résidente environnante est également un problème épineux. Le meilleur accès aux services de base à l'intérieur des camps qu'à l'extérieur et l'aide humanitaire distribuée dans les camps provoquent tensions, frustrations et jalousies dans le voisinage, ce qui dans un contexte de conflit demande encore plus de vigilance qu'en situation de paix. La question du futur de ces populations qui s'urbanisent et de l'impact que peut avoir la vie dans un camp sur les capacités à « rebondir » des déplacés est également préoccupante. Quel sera le futur des nouvelles agglomérations du Darfour ?

(1) Internal Displacement Monitoring Centre, *Slow IDP return to south while Darfur crisis continues unabated*, 17 août 2006 (<http://www.international-displacement.org>)

## À Khartoum, regard de la population sur les travailleurs humanitaires

Par **Agnès de Geoffroy**, doctorante au CEDEJ, consultante pour le groupe URD sur les questions de déplacements de population et d'éducation dans le contexte de crise



Pendant des années, et notamment durant la période « OLS » (Operation Lifeline Sudan), la majeure partie des organisations non gouvernementales (ONG) et des organisations internationales (OI) travaillant dans le Sud du Soudan était basée au Kenya, pour des questions logistiques notamment. Ce n'est que récemment, durant ces dernières années, que la présence d'« Occidentaux » au Nord Soudan, et notamment à Khartoum, s'est développée. L'aggravation du conflit au Darfour depuis 2004 et l'accord de paix de Naivasha en janvier 2005 entre le gouvernement du Nord et les forces armées du Sud a entraîné une très forte et rapide croissance de la présence des organisations humanitaires à Khartoum. L'explosion de la présence d'expatriés et de travailleurs humanitaires au Soudan, et plus particulièrement à Khartoum, est donc récente et a de nombreuses conséquences sur cette ville en pleine expansion, ainsi que sur les perceptions et relations entre population soudanaise et Occidentaux. Si le sens de l'hospitalité est profondément ancré dans la culture et les pratiques soudanaises, plusieurs facteurs rendent difficiles la rencontre et la compréhension mutuelle.

### Inflation et mise en place d'une économie duale

L'arrivée massive et subite de travailleurs humanitaires et de fonctionnaires internationaux s'est traduite par une augmentation des prix et la mise en place d'une économie duale, bien visible dans le secteur immobilier. Deux processus se conjuguent. La

pression sur le parc immobilier exercée par la présence accrue d'expatriés et d'organisations de la solidarité internationale a entraîné une forte augmentation des loyers dans la capitale, et tout particulièrement dans certains quartiers, particulièrement appréciés des étrangers. Parallèlement, dans différents secteurs de l'économie, la présence d'étrangers à fort pouvoir d'achat (relativement à la population soudanaise) provoque une envolée des prix tout en entraînant le développement de nouveaux marchés, pour des produits auxquels la population soudanaise n'a que peu accès (l'automobile par exemple). Une partie de la population, en général appartenant aux classes aisées ou moyennes hautes, peut spéculer sur cette présence et la demande forte et exigeante des Occidentaux. L'augmentation de la demande dans un marché où l'offre est peu développée provoque une inflation forte, comme on peut l'observer à Khartoum ou à Juba.

### Mise en évidence et renforcement des inégalités sociales

Les travailleurs humanitaires internationaux forment une « caste à part » dans la société khartoumi. Le phénomène est encore accentué dans le cas des employés des OI, agences des Nations Unies et certaines ONG, où les règles de sécurité forcent les employés à vivre dans certains quartiers considérés comme plus sûrs, plus proches des standards de confort occidentaux ou plus facilement évacuables. Le déplacement des expatriés dans de gros 4x4 privés ou à l'effigie de l'organisation les rend à la fois très visibles, et rend évident leur cantonnement dans certains quartiers. La présence étrangère est impossible à ignorer, et le fossé entre le niveau de vie de l'écrasante majorité de la population soudanaise khartoumi et celui des étrangers est indéniable.

### Choc culturel

Les facteurs d'incompréhension sont multiples. Les Occidentaux parlant arabe sont très peu nombreux et la communication est donc difficile voire inexistante entre les étrangers et le Soudanais « moyen ». Un très fort turn-over est généralement la règle dans les organisations internationales, décourageant la plupart des étrangers de se lancer dans l'apprentissage de l'arabe, et suscitant également parfois des comportements inadaptés, par ignorance ou indifférence. Les pratiques festives des étrangers sont en tous points discordantes

avec les habitudes et règles imposées par le régime d'Omar el-Béhir. La consommation d'alcool est illégale et répréhensible, les rassemblements ainsi que la musique sont censés prendre fin à 23 heures, sauf si une autorisation spéciale a été demandée à la police, donnant droit de poursuivre jusqu'à minuit. Le mode de vie et les valeurs des Occidentaux sont souvent bien loin des pratiques soudanaises, particulièrement quand il s'agit de femmes. Ces différences de pratiques et de comportements provoquent incompréhension ou frustration, le régime établi par Omar el-Béhir rendant par exemple impossible, ou risquée, la participation de Soudanais à des rassemblements festifs organisés par des Occidentaux. De plus, certaines ONG travaillant au Darfour utilisent Khartoum comme base arrière et lieu de décompression, ce qui n'arrange pas toujours l'image que les Soudanais peuvent avoir des expatriés.

### Construction d'un discours officiel antioccidental

Cependant, la politique est sans nul doute un facteur déterminant des tensions ou frustrations entre Soudanais et expatriés. À tous ces facteurs qui ne facilitent pas la rencontre ni la compréhension mutuelle, vient s'ajouter une propagande antioccidentale, où politique et religion se mêlent, très clairement hostile à la présence étrangère. Le président à bien des occasions cherche à attiser le rejet de la présence occidentale. Le président Omar el-Béhir présente souvent la présence étrangère comme une ingérence injustifiée. Ceci entraîne d'innombrables obstacles, complications, tracasseries, démarches administratives en tous genres pour les agences humanitaires travaillant sur le territoire soudanais. Ces tensions sont accentuées par un discours officiel des moyens de communications qui présentent une situation où le conflit du Darfour est très largement minimisé, et son importance présentée comme très largement exagérée par la communauté internationale, qui y verrait une occasion et un moyen pour recoloniser le Soudan. De nombreuses vues officielles et non officielles rejettent périodiquement avec virulence toute intervention étrangère, intervention armée bien sûr mais également intervention humanitaire, condamnant par exemple l'aide alimentaire au Darfour et comparant l'entrée de grains de blé étranger sur le territoire à autant de balles dirigées contre le Soudan. On accuse également parfois « des pays étrangers ennemis » de manipuler la situation et d'être instigateurs à certaines occasions. La construction d'un discours négationniste concernant la situation interne du pays, ainsi que profondément nationaliste et antioccidentale, relayé par certains prédicateurs de mosquées, risque à terme d'envenimer les relations professionnelles et quotidiennes entre étrangers occidentaux et population soudanaise, alors que toutes les traditions de cette dernière sont ancrées dans l'hospitalité, l'accueil de l'étranger et du voyageur.

